

Source : Brochure du Parti Socialiste de France (compte-rendu du congrès de l'Internationale Socialiste), photographiée en pdf sur [http : //gallica.bnf.fr/](http://gallica.bnf.fr/). Saisie texte par nos soins.

Voici, selon les termes, qu'il a été impossible de reconstituer en l'absence de toute sténographie, le sens précis de l'improvisation par laquelle notre ami Jules Guesde a du répondre au discours de Jaurès :

Ma réponse sera courte. Et vous me la faciliterez par votre silence, en songeant que je n'ai ni l'organe, ni la santé, ni la jeunesse de Jaurès.

Vous êtes tous témoins que, depuis l'ouverture de ce Congrès, ni ici, ni ailleurs, une seule attaque n'est partie de notre côté contre ceux qui nous ont obligés à les traiter en adversaires. Nous n'avons pas même répliqué, lorsque, avant-hier comme aujourd'hui, Jaurès a persisté à nous présenter comme voulant faire résoudre internationalement notre crise française, contrairement aux camarades d'Allemagne et d'Italie qui ont fait eux-mêmes chez eux, à leur Congrès national, ceux-ci de Bologne, ceux-là de Dresde, leur propre besogne de redressement.

Pour en finir avec cette accusation de venir chercher à Amsterdam, auprès de nos frères internationaux, des armes pour notre lutte intérieure - à laquelle nous suffisons, je l'ai déjà dit et je le répète - je n'aurai qu'à rappeler nos Congrès nationaux de Paris et de Lyon, où nous nous sommes les premiers, sans le concours de qui que ce soit, libérés avec trop d'éclat pour que personne puisse en ignorer.

Nous avons également laissé passer sans protester l'étrange accusation de Jaurès, d'après laquelle il aurait derrière lui le prolétariat français, tandis que nous, nous ne serions qu'une minorité décroissante. C'est cependant le contraire qui est vrai, vous le savez, citoyen Jaurès; vous savez, vous n'avez pour cela qu'à consulter vos propres registres, que de 12 000 membres que comptait votre fédération au Congrès de Bordeaux, vous êtes tombés à 8 000 l'année d'après, au Congrès de Saint-Étienne, alors que, dans le même laps de temps, notre Parti, deux fois plus nombreux, voyait ses cotisants, accrus de plus de 2 000 atteindre le chiffre de 16 700, non compris les 1 300 militants de la Fédération de Saône-et-Loire tout nouvellement adhérente.

Je n'oublie pas, certes, vos 32 représentants à la Chambre, que vous opposiez tout à l'heure à nos 12. Mais le malheur est pour vous - comme pour eux - qu'aucun n'ait été élu comme socialiste. Candidats officiels, tout ce qu'il y a de plus officiels, ils avaient pour eux préfets, sous-préfets et autres agents de Waldeck-Rousseau ou de Combes. Et je pourrais vous mettre au défi d'en citer un seul qui se soit présenté et qui ait passé contre un candidat ministériel.

Pressensé, interrompant: Moi, citoyen !

Guesde reprend :

Je suis heureux d'enregistrer votre protestation; mais permettez-moi de faire remarquer que l'exception vient confirmer la règle, aucun de vos collègues n'étant en mesure de joindre son démenti au vôtre.

C'est comme républicain battant des monarchistes que vous avez pénétré dans le Parlement, ce n'est pas comme fondés de pouvoir d'une classe, comme mandataires du prolétariat contre la bourgeoisie.

Pour nous faire sortir de notre silence systématique, pour m'obliger à intervenir dans le débat, il a fallu que Jaurès osât invoquer contre nous la perte de la municipalité de Lille. J'ai dû alors réclamer la parole "pour établir les responsabilités", en ajoutant : "Ne rappelez pas vos hontes!" Car c'est à vous, c'est aux vôtres, à l'abominable campagne de calomnies et d'outrages menée contre le Conseil sortant, Delory en tête, par les socialistes du Bloc, qu'est dû le triomphe momentané de la réaction dans notre grande ville du Nord.

Il n'en a pas été autrement à Montluçon - que nous reprendrons dès demain - et à Bourges où l'Hôtel de Ville ne nous a échappé que par les manœuvres de socialistes dits indépendants faisant ouvertement le jeu des pires partis bourgeois.

Mais nulle part, même dans ces trois villes, nous n'avons été entamés. C'est avec notre armée au complet, voire accrue, que nous nous préparons à une très prochaine revanche.

Guesde, après avoir ainsi remis au point les choses de France, examine par le détail "l'œuvre d'ensemble", l'œuvre énorme et féconde que Jaurès aurait accomplie "depuis six ans" et derrière laquelle il essaie d'abriter la nouvelle méthode contre un verdict qu'il sent inévitable. Et Guesde affirme tout d'abord que cette œuvre n'a jamais existé que dans le cerveau de Jaurès.

1° Jaurès n'a pas sauvé la République, qui n'a pas été en danger. Bien plus grave était la situation lors de Boulanger, que les radicaux avaient porté aux nues et rendu populaire dans le peuple et dans l'armée. Et cependant il a suffi de la poigne d'un Constans pour avoir raison du boulangisme. C'est qu'en France les coups d'Etat ne se sont jamais faits que par en haut, par des gouvernants maîtres du ministère de la guerre. Pour marcher contre le gouvernement établi avec quelques régiments sortis des casernes, un général aurait trop peur, serait trop certain de rencontrer d'autres généraux, à la tête d'autres régiments, pour lui barrer la route, et ce, non pas même par convictions républicaines, mais par intérêt personnel, pour l'avancement.

Quoique la République, suivant le mot de Thiers, puisse être le "gouvernement qui divise le moins" la bourgeoisie, elle est certes pour nous comme pour Marx le terrain idéal de la révolution par nous poursuivie, mais pourquoi ? Parce qu'elle met en présence les classes dans leur antagonisme collectif et direct, sans que leur lutte nécessaire puisse être faussée par des calculs ou des manœuvres dynastiques. Et cette supériorité du régime républicain disparaîtrait si, comme le voudrait Jaurès, du fait même de ce régime existant, le prolétariat devait abandonner sa propre bataille, renoncer à faire sa République à lui pour s'immobiliser dans la défense de la République de ses maîtres; ainsi entendue et pratiquée, la République deviendrait le pire des gouvernements.

2° "La victoire de la laïcité", dont s'est vanté Jaurès, est encore à venir. Depuis le temps qu'on expulse des moines de tout sexe et de toute robe, il n'est pas même prouvé qu'il y en ait un de disparu - et encore ! Ce n'est que dans un délai de dix ans que devront avoir été fermées toutes les écoles congréganistes, et rien n'a été fait contre les congrégations les plus dangereuses, celles qui spéculent sur la misère, la faim et la maladie ouvrières. L'anticléricalisme dont on fait parade a surtout pour but de détourner les travailleurs de leur lutte contre le capitalisme. C'est une "comédie", comme on a pu en juger tout à l'heure, lorsque, après avoir annoncé triomphalement le prochain dépôt par M. Combes d'un projet de séparation de l'Eglise et de l'Etat, Jaurès a suffisamment indiqué qu'il ne croyait pas à une majorité pour la voter.

Mais en fût-il autrement, dût le Concordat être supprimé avec le budget des cultes qu'on n'aurait pas le droit de parler d'"affranchissement des consciences" et de "liberté intellectuelle" à propos d'une mesure qui a été prise depuis longtemps, depuis toujours, aux Etats-Unis, sans que pour cela le cléricalisme, catholique ou protestant, ait cessé d'empoisonner la grande république américaine. C'est que, comme le déclarait la première Internationale, la servitude économique est la source de toutes les servitudes, politiques et religieuses. L'émancipation intellectuelle ou morale ne précèdera pas, elle ne peut que suivre l'émancipation matérielle. Ce n'est que dans la société socialiste qu'il en sera fini de toute religion ou superstition, seul le paradis réalisé pour tous dans la vie pouvant et devant faire disparaître jusqu'à l'idée du paradis dans la mort.

3° Les grandes réformes sociales de Jaurès et du Bloc sont moins sérieuses encore, soit qu'elles n'existent que sur le papier, à l'état de projets, telles que la journée de huit heures pour les mineurs, les retraites ouvrières, etc., soit qu'elles appartiennent à une autre période, à l'époque où le socialisme n'était pas sorti de l'opposition. C'est ainsi que la journée de dix heures pour le personnel des ateliers mixtes date de 1892; et si elle n'est appliquée que d'hier, elle aurait dû l'être depuis des années si, au lieu de capituler devant les objections et les résistances patronales, le Millerand de Jaurès avait simplement fait observer la loi qui, en réduisant, pour les femmes et les enfants, la journée de travail à dix heures, la réduisait par contrecoup et nécessairement, dans la même proportion, pour les adultes. Quant aux lois dites d'assistance, dont il a été également fait étalage, elles constituent une véritable dérision, si on les compare seulement à ce qui, dans le même ordre d'idées, a été obtenu en Allemagne, non pas par l'entente avec le gouvernement impérial, mais au moyen du combat à outrance.

Et lorsque l'on songe que c'est pour de pareilles miettes, pour une aussi misérable aumône, que le prolétariat, qui produit tout et a droit à tout, devrait se mettre au service de la bourgeoisie au pouvoir, c'est à se demander comment un semblable marché de dupes peut trouver une voix pour le défendre !

Reste la paix, cette paix des plus boiteuses, dont Jaurès attribue à sa politique tout le mérite et tout l'honneur, alors que c'est de notre côté que, non pas d'aujourd'hui et par intermittence, mais dès l'origine et toujours, l'alliance russe a été combattue et dénoncée comme grosse de guerre; alors que, d'autre part, c'est nous encore qui, au lendemain de 1870, quand l'idée de revanche emplissait toutes les têtes, nous sommes mis en travers du chauvinisme débordé, fraternisant par-dessus la nouvelle frontière avec la démocratie socialiste allemande et déclarant que la question d'Alsace-Lorraine, avec laquelle on s'efforçait de diviser les travailleurs des deux grandes nations en attendant de les jeter les uns sur les autres, ne pouvait et ne devait être résolue que par le triomphe du prolétariat et du socialisme des deux côtés des Vosges.

Les socialistes du Bloc, qui participent aux gouvernements bourgeois - comprenant Galliffet hier, Rouvier aujourd'hui - peuvent parler de paix, comme ils parlent de lutte de classe; mais comment pourraient-ils être les gardiens de la paix internationale, lorsqu'ils votent le budget de la guerre et de la marine, lorsqu'ils votent les crédits coloniaux ? C'est la politique coloniale qui, en déchaînant les appétits concurrents et contradictoires des classes capitalistes de tous les pays, constitue actuellement le plus grand péril pour la paix européenne : témoin Fachoda hier, témoin aujourd'hui la Mandchourie, qui fait s'entretuer depuis des mois Japonais et Russes. Et en fournissant, avec les millions, les voies et moyens de cette politique, loin d'être une garantie de paix, on est - quoiqu'on dise - au risque permanent de guerre.

Guesde expose ensuite la source de ce qu'il a appelé non pas les crimes, mais les erreurs de Jaurès, et qu'il place dans une fausse conception du socialisme.

Pour nous, et pour l'immense majorité des socialistes représentés à Amsterdam, le socialisme a sa base dans les phénomènes économiques; il sort tout armé du capitalisme, dont il est à la fois l'aboutissant et le correctif. Nous sommes, pour employer l'expression pittoresque d'un des nôtres, les fils du cheval-vapeur. Et comme le cheval-vapeur, c'est-à-dire le machinisme, la concentration des capitaux, la prolétarianisation du travail, etc., partout où ils pénètrent, engendrent les mêmes maux et dressent les victimes par millions dans une même lutte à mort contre le même ennemi, il y a place, sur le même et unique terrain de classe, pour l'unité, non seulement de but, mais de moyens et de tactique, quelle que puisse être la diversité des conditions gouvernementales. L'Internationale, non plus de mot, mais de fait, mais d'action, devient, en même temps qu'une possibilité, une nécessité.

Tout change, au contraire, dès qu'on ne voit dans le socialisme - cessant d'être une étape économique - qu'un postulat, le prolongement ou le couronnement d'un mouvement démocratique issu lui-même de la Révolution bourgeoise de la fin du

dix-huitième siècle. Et c'est parce Jaurès - dans sa manière actuelle au moins - se rattache à cette dernière conception, c'est pour cela qu'il accepte et réclame - et qu'il peut le faire logiquement - une collaboration de plus en plus permanente avec les éléments les plus avancés, c'est-à-dire démocratiques et républicains de la bourgeoisie.

C'est pour cela qu'il refuse à l'Allemagne socialiste - comme de démocratie moins développée - et qu'il dénie à l'Internationale elle-même, composée de pays inégalement démocratisés, le droit d'intervenir contre sa nouvelle méthode, voire de juger, voire de comprendre ce qui se passe, du fait de Jaurès, chez nous.

Mais c'est pour cela aussi qu'il est condamné, qu'il le veuille ou non, malgré toute l'horreur qu'il peut professer pour le mot, à n'être qu'un nationaliste d'un nouveau genre, et plus dangereux que l'autre.

Contre un pareil nationalisme, auquel ne résisterait pas l'Internationale, désormais sans raison et sans moyen d'être, Guesde fait appel aux immortelles paroles de Liebknecht, à notre congrès de Marseille en 1892 :

Pour nous, socialistes, il n'y a pas de question de nationalité; nous ne connaissons que deux nations; la nation des capitalistes, de la bourgeoisie, de la classe possédante, d'un côté; et de l'autre la nation des prolétaires, de la masse des déshérités, de la classe travaillante. Et de cette seconde nation nous sommes tous, vous socialistes français et nous socialistes allemands. Nous sommes une même nation : les ouvriers de tous les pays forment une seule nation qui est opposée à l'autre, qui est aussi une et la même dans tous les pays.

Et il exprime en terminant, sa confiance absolue le Congrès, qui ne voudra pas rétablir des frontières entre les prolétariats des deux mondes, mais les dressera là où finit le socialisme et où commence une autre méthode, qui serait la mort du socialisme.